

ARRETE MUNICIPAL

PORTANT SUR LE STATIONNEMENT et LA CIRCULATION

EW/FNV 2021.T524

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE-sur-MER**,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2213-1 et suivants,

Vu les articles du Code de la Route,

Considérant la demande de l'entreprise **SARL MCP CECOPA** en date du 16 Septembre 2021 pour permettre le stationnement de ses véhicules lors des travaux de ravalement de façade pour le compte de Monsieur SAUVAGE (N° DP 014 715 21 U0070 décision du 16 Avril 2021) **40 rue Guillaume le Conquérant** à Trouville-sur-Mer.

Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer la circulation et le stationnement rue Guillaume le Conquérant.

ARRETE

Article 1 : L'Entreprise **SARL MCP CECOPA** est autorisée à stationner ses véhicules **au droit des 38 – 42 et 44 rue Guillaume le Conquérant y compris sur les places destinées aux Personnes à Mobilité Réduite.**

Article 2 : Le stationnement sera interdit sur **3 places** (15 ml) au droit des 38 – 42 et 44 rue Guillaume le Conquérant, et sera réservé aux véhicules de l'entreprise SARL MCP CECOPA.

Article 3 : Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables **du Lundi 20 Septembre 2021 au Vendredi 01 Octobre 2021.**

Article 4 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire ; **elle sera mise en place et entretenue par la SARL MCP CECOPA.**

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

Article 6 : Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Madame la Responsable du Service Sécurité et Tranquillité Publiques, les agents assermentés du Service de Police Municipale, et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.

Fait à Trouville sur Mer, Le 20 Septembre 2021

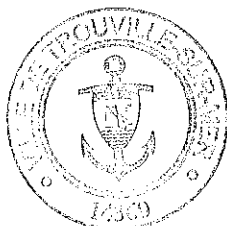
Pour le Maire par délégation

Le Conseiller Municipal

Délégué à la Sécurité



Stéphane SABATHIER



Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.